

CONFERENCE DE PRESSE A L'HOTEL EUROPA LONDRES, 24 JUIN 1976

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` BONJOUR
MESDEMOISELLES, MESDAMES ET MESSIEURS LES JOURNALISTES, JE SUIS A LA FIN DE
MA "STATE VISIT" EN GRANDE-BRETAGNE ET JE VOUDRAIS VOUS DIRE D'ABORD
COMBIEN NOUS AVONS APPRECIÉ, LA DELEGATION FRANCAISE ET MOI-MEME, L'ACCUEIL
QUI NOUS A ÉTÉ FAIT, NOTAMMENT L'ACCUEIL QUI NOUS A ÉTÉ RÉSERVÉ PAR SA
MAJESTÉ LA REINE ` ELIZABETH II ` ACCUEIL PLEIN D'AMITIÉ ET D'UNE ÉLEGANCE DIGNE
DE LA TRADITION BRITANNIQUE. J'AI ÉTÉ TRÈS INTÉRESSÉ ÉGALEMENT PAR LES
ENTRETIENS QUE J'AI EUS AVEC LE PREMIER MINISTRE ET LES MEMBRES DU
GOUVERNEMENT BRITANNIQUE, ENTRETIENS QUI NOUS ONT PERMIS D'ABOUTIR, VOUS
LE SAVEZ, A UN CERTAIN NOMBRE DE CONCLUSIONS POSITIVES. CETTE RÉUNION A ÉTÉ
PRÉVUE AFIN QUE JE PUISSE RÉPONDRE A VOS QUESTIONS SUR CE VOYAGE. VOUS EN
AVEZ DE TOUTES FAÇONS SUIVI LE DÉROULEMENT ET RENDU COMPTE, MAIS JE N'AI
PAS EU JUSQU'À PRÉSENT L'OCCASION DE RÉPONDRE A VOS QUESTIONS, ET DONC SI
VOUS LE VOULEZ BIEN, JE SUIS PRÊT MAINTENANT À LE FAIRE. JOURNALISTE.-

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, COMMENT VOYEZ-VOUS L'AVENIR D'UNE EUROPE DES
RÉGIONS. CROYEZ-VOUS QUE DES PAYS COMME LES NOTRES SONT TROP CENTRALISÉS
ET QUE NOUS DEVONS SUIVRE UN CHEMIN PLUS RÉGIONALISTE ? LE PRÉSIDENT.- JE
RÉPONDRAI POUR NOUS : LES AFFAIRES EUROPÉENNES NE SONT PAS ENCORE
PARVENUES AU-POINT AUQUEL IL EST SOUHAITABLE, ET JE DIRAI MÊME CONVENABLE,
D'INTERVENIR DANS LES AFFAIRES DES AUTRES. JE RÉPONDRAI DONC POUR LA FRANCE
: JE CROIS QUE NOUS AVONS ACTUELLEMENT À FAIRE FACE À UN GRAND PROBLÈME
QUI EST CELUI DE L'ORGANISATION DE L'EUROPE POUR LES ANNÉES FUTURES, ET QUI
SE POSE À UN NIVEAU DE DIMENSION QUI EST CELUI DE NOS ÉTATS, JE VEUX DIRE DE
NOS PAYS TELS QU'ILS SE SONT CONSTITUÉS HISTORIQUEMENT. JE NE CROIS PAS QUE
CE SOIT UNE BONNE IDÉE D'IMAGINER L'EUROPE COMME ÉTANT UNE RÉUNION DE
RÉGIONS, EFFACANT LES PERSONNALITÉS HISTORIQUES QUI LES ONT RASSEMBLÉES.
C'EST POURQUOI, EN CE QUI CONCERNE LA FRANCE, LA POLITIQUE RÉGIONALE EST, À
L'HEURE ACTUELLE, ET CONTINUERA D'ÊTRE, UNE POLITIQUE D'ORGANISATION
ÉCONOMIQUE. C'EST UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DE NOTRE TERRITOIRE ET DE
NOTRE ÉCONOMIE, POLITIQUE À LAQUELLE SONT ASSOCIÉS DES ORGANISMES ET DES
ÉLUS, MAIS CE N'EST PAS UN SCHEMA D'ORGANISATION POLITIQUE, C'EST UN SCHEMA
D'ORGANISATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, VOUS AVEZ PARLÉ DANS UNE INTERVIEW À "L'OBSERVER" DU PÉTROLE
BRITANNIQUE COMME ÉTANT UN PROBLÈME EUROPÉEN. QU'EST-CE QUE VOUS
ENTENDEZ PAR LA EST-CE QUE VOUS AVEZ PARLÉ DE CETTE QUESTION AVEC M.
CALLAGHAN ? LE PRÉSIDENT.- NON, NOUS N'AVONS PAS PARLÉ DE CETTE QUESTION. JE
RÉPÈTERAI DONC CE QUE J'AI DIT : "LE PÉTROLE BRITANNIQUE EST UNE RICHESSE
BRITANNIQUE". LE PÉTROLE, EN EFFET, A ÉTÉ TROUVÉ ET EXPLOITÉ PAR UN CERTAIN
NOMBRE DE COMPAGNIES DANS LESQUELLES LES INTÉRÊTS BRITANNIQUES SONT
PRÉPONDERANTS. CE QUE J'AI VOULU DIRE, C'EST POUR QUELQUE PRODUIT QUE CE
SOIT, À PARTIR DU MOMENT OÙ IL N'Y A NI DROITS DE DOUANE, NI OBSTACLE À LA
CIRCULATION DES PRODUITS, LES PROBLÈMES DE L'ORGANISATION DU MARCHÉ D'UN
PRODUIT SONT ET SERONT NECESSAIREMENT DES PROBLÈMES COMMUNS. CECI EST

VRAI POUR L'ACIER, POUR LES PRODUITS CHIMIQUES, POUR L'AGRICULTURE ET EGALEMENT POUR LE PETROLE. CELA NE DOIT PAS INQUIETER NOS AMIS BRITANNIQUES, PARCE QUE, CE QUI EST IMPORTANT, EN REALITE, C'EST DE PROFITER DE LA RICHESSE ET, NOTAMMENT, DE LA RENTE QUI EST DEGAGEE PAR LA PRODUCTION PETROLIERE MAIS, POUR CE QUI EST DE LA POLITIQUE, C'EST-A-DIRE DE L'ORGANISATION DU MARCHÉ, IL EST TOUT A FAIT CLAIR, DANS LA LOGIQUE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE `CEE` QUE CE SERA UN PROBLEME DE CARACTERE COMMUNAUTAIRE. ET D'AILLEURS PEUT-ETRE CE PROBLEME SE POSERA-T-IL POUR NOUS UN JOUR DANS LES MEMES TERMES PUISQUE VOUS SAVEZ QU'IL EXISTE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE UNE ZONE QUI PEUT SE REVELER PROMETTEUSE EN CE QUI CONCERNE LA RECHERCHE PETROLIERE ET, SI DES DECOUVERTES ETAIENT FAITES DANS CETTE ZONE, NOTRE ATTITUDE NE SERAIT PAS AFFECTEE PAR CETTE CIRCONSTANCE

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` JOURNALISTE.-
`TRADUCTION` M. LE PRESIDENT, EST-CE QUE LE PROBLEME DE LA PECHE A ETE EVOQUE DURANT VOS ENTRETIENS AVEC LE PREMIER MINISTRE ET PENSEZ-VOUS QU'UNE DECISION SERA PRISE SUR CE PROBLEME AU-COURS DE LA REUNION AU SOMMET LE MOIS PROCHAIN ? LE PRESIDENT.- VOUS SAVEZ QUE LE PREMIER MINISTRE `JAMES CALLAGHAN` A FAIT UNE DECLARATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES OU IL A INDIQUE UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES QUE NOUS AVIONS TRAITES ET JE SAIS QU'IL A MENTIONNE LE PROBLEME DE LA PECHE. EN EFFET, HIER, EN PRESENCE DES MINISTRES ET NOTAMMENT DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, CE PROBLEME DE LA PECHE A ETE EVOQUE. NOUS CONNAISSONS LES PREOCCUPATIONS BRITANNIQUES. IL NE S'AGISSAIT PAS, DE LA PART DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE, D'OBTENIR UNE REPONSE DE NOTRE PART, MAIS DE NOUS INDIQUER QUE LE PROBLEME SERAIT POSE ET, SANS DOUTE, EVOQUE AU-COURS DES PROCHAINES REUNIONS EUROPEENNES. D'AILLEURS, DES A PRESENT, LA COMMISSION EUROPEENNE `CEE` A FAIT DES PROPOSITIONS CONCERNANT LA NOUVELLE ORGANISATION DE LA PECHE EN EUROPE, CE QUI MONTRE BIEN QU'IL Y A LE DESIR D'EXAMINER ET DE TRAITER CE PROBLEME. ET NOUS AVONS INDIQUE QUE NOUS PRENIONS NOTE DES PREOCCUPATIONS BRITANNIQUES ET QUE C'EST DANS-LE-CADRE DE LA COMMUNAUTE QUE NOUS VERRONS LA REPONSE QUI PEUT LUI ETRE APPORTEE

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` JOURNALISTE.- EST-CE QUE LES POINTS DE VUE DE LA FRANCE ET DE LA GRANDE-BRETAGNE SE SONT RAPPROCHES CONCERNANT LA COMPOSITION DU PARLEMENT EUROPEEN, SES EFFECTIFS ? LE PRESIDENT.- NOUS AVONS EU UNE CONVERSATION SUR CE SUJET QUI A ETE UTILE. VOUS SAVEZ QU'AVANT DE NOUS RENCONTRER ET DE FAÇON A NE PAS SUSCITER L'INQUIETUDE DE NOS PARTENAIRES, NOUS AVONS INDIQUE QUE NOUS NE CHERCHERIONS PAS A ABOUTIR A UN ACCORD FRANCO - BRITANNIQUE SUR CE SUJET, PUISQUE CELA N'EST PAS UN SUJET FRANCO - BRITANNIQUE MAIS UN SUJET QUI INTERESSE LES NEUF. NEANMOINS, NOUS AVONS CONSACRE DEUX CONVERSATIONS A CE SUJET : UNE CONVERSATION EN TETE-A-TETE AVEC M. CALLAGHAN ET ENSUITE, UNE CONVERSATION AVEC LES DELEGATIONS BRITANNIQUE ET FRANCAISE. IL RESSORT DE CET EXAMEN QUE NI NOS POINTS DE VUE NI NOS APPROCHES NE SONT INCOMPATIBLES. LA NOTRE, VOUS LE SAVEZ, C'EST DE PARTIR DE LA REPARTITION DES SIEGES QUI EST PREVUE PAR LE TRAITE DE ROME. LA PRINCIPALE PREOCCUPATION BRITANNIQUE C'EST DE FAIRE EN SORTE QU'IL Y AIT, ENTRE LES DIFFERENTS PAYS DE LA COMMUNAUTE, UNE REPARTITION TELLE QUE TELLE OU TELLE REGION NE SE TROUVE PAS SOUS-REPRESENTEE PAR-RAPPORT, PAR EXEMPLE, A UN ETAT VOISIN. SI CELA AVAIT ETE UNIQUEMENT UN PROBLEME FRANCO - BRITANNIQUE, JE CROIS POUVOIR DIRE QUE NOUS L'AURIONS RESOLU. MAIS C'EST VOLONTAIREMENT QUE NOUS N'AVONS PAS ESSAYE DE LE FAIRE, PENSANT QU'IL ETAIT PLUS CONFORME A L'ESPRIT EUROPEEN DE RESERVER LA DECISION FINALE POUR LE CONSEIL DU MOIS DE JUILLET

EUROPEEN DE RESERVER LA DECISION FINALE POUR LE CONSEIL DU MOIS DE JUILLET 102\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` JOURNALISTE.-

MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE VOUS AVEZ DISCUTE D'UNE COOPERATION PLUS ETROITE ENTRE LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE EN AFRIQUE ET, EN-PARTICULIER, DE CE FONDS SPECIAL DONT VOUS AVEZ PARLE, JE CROIS, A UNE CONFERENCE DES ETATS AFRICAINS QUI S'EST TENUE A PARIS IL Y A QUELQUES SEMAINES. LE

PRESIDENT.- J'AI MENTIONNE CE PROBLEME, PUISQUE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE PARTAGENT UN LONG PASSE AFRICAIN ET ONT GARDE L'UNE ET L'AUTRE DES LIENS D'AMITIE AVEC UN GRAND NOMBRE D'ETATS DE CE CONTINENT. NOUS AVONS INDIQUE, LES UNS ET LES AUTRES, QU'IL ETAIT CERTAINEMENT SOUHAITABLE DE COOPERER DANS LA DEFINITION DE NOS POLITIQUES EN AFRIQUE. LE PROBLEME PARTICULIER DONT VOUS PARLEZ EST CELUI DU FONDS DE PROMOTION DE L'AFRIQUE DONT NOUS AVONS AVANCE L'IDEE. J'AI INDIQUE A NOS PARTENAIRES BRITANNIQUES QUE, SI J'EN AVAIS AVANCE L'IDEE SANS CONSULTATION PREALABLE, C'EST PARCE QUE NOUS ETIONS ENGAGES DANS UNE CONFERENCE AVEC LES ETATS AFRICAINS ET QUE CETTE IDEE AVAIT JAILLI DE NOTRE CONVERSATION AVEC EUX, MAIS QUE DES LE DEPART, NOUS AVIONS INDIQUE QUE, SI UN TEL FONDS DEVAIT EXISTER, IL DEVRAIT REUNIR LES CONTRIBUTIONS DE CEUX QUI ONT DES LIENS HISTORIQUES AVEC L'AFRIQUE ET J'AI MENTIONNE DES LE DEPART LA GRANDE-BRETAGNE. DEPUIS, NOUS AVONS PRIS L'INITIATIVE D'ORGANISER UNE REUNION AU NIVEAU DES EXPERTS POUR ETUDIER LES DIFFERENTS PROBLEMES POSES PAR LA CREATION EVENTUELLE D'UN TEL FONDS ET JE _COMPTE REPRENDRE CETTE QUESTION A L'OCCASION DE LA PROCHAINE RENCONTRE DE PORTO-RICO\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` JOURNALISTE.-

` TRADUCTION ` COMPTE_TENU DU MASSACRE DE SOWETO ET DE LA PRESSION AU NIVEAU MONDIAL TENDANT A INTERDIRE LA LIVRAISON D'ARMES A L'AFRIQUE_DU_SUD, DISCUTEREZ-VOUS DE PLANS VISANT A STOPPER LES VENTES D'ARMES DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE LA FRANCE A L'AFRIQUE_DU_SUD ? LE PRESIDENT.- LA FRANCE A UNE POLITIQUE QUI EST TOUT A FAIT CLAIRE EN CE QUI CONCERNE L'AFRIQUE_DU_SUD. LA FRANCE, QUI A DANS TOUTE L'AFRIQUE ORGANISE L'ACCES A L'INDEPENDANCE DE CE QU'ETAIENT JADIS SES COLONIES ET QUI A TOUJOURS EVITE TOUTE POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE, REJETTE ET CONDAMNE LA POLITIQUE DE L'APARTHEID TELLE QU'ELLE EST ACTUELLEMENT PRATIQUEE EN AFRIQUE_DU_SUD. NOUS EN AVONS TIRE UNE CONSEQUENCE CONCERNANT NOS LIVRAISONS D'ARMES. IL A ETE DECIDE, DU TEMPS DE MON PREDECESSEUR, M. POMPIDOU, D'INTERROMPRE LES LIVRAISONS D'ARMES QUI POUVAIENT ETRE UTILISEES DANS DES COMBATS A L'INTERIEUR DE L'AFRIQUE_DU_SUD. LA FRANCE, A CETTE EPOQUE, C'EST-A-DIRE AVANT QUE JE SOIS PRESIDENT, N'A CONTINUE DES LIVRAISONS QUE LORSQU'ELLES CONCERNAIENT LA SURETE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE_DU_SUD. L'ANNEE DERNIERE, A KINSHASA, J'AI ANNONCE : PREMIEREMENT QUE LA FRANCE N'ACCEPTERAIT PLUS AUCUN CONTRAT D'ARMEMENT ET, DEUXIEMEMENT, QUE SEULES AURAIENT _LIEU LES LIVRAISONS AU-TITRE DES CONTRATS EN-COURS, A L'EXCEPTION DES MATERIELS TERRESTRES ET AERIENS, ET IL N'Y A EU NI LIVRAISON DE MATERIEL TERRESTRE NI LIVRAISON DE MATERIEL AERIEN AU-COURS DE LA PERIODE RECENTE. LES SEULES LIVRAISONS QUI ONT EU _LIEU CONCERNAIENT DU MATERIEL NAVAL QUI EST LIE A LA SECURITE EXTERIEURE DE L'AFRIQUE_DU_SUD ET QUI, EVIDEMMENT, NE PEUT PAS ETRE UTILISE NI A L'INTERIEUR DE CELLE-CI NI MEME DANS DES COMBATS FRONTALIERS ET JE VOUS INDIQUE QU'IL N'Y AURA PLUS AUCUN CONTRAT DE VENTE D'ARMES FRANCAISES POUR L'AFRIQUE_DU_SUD\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` JOURNALISTE.-

` TRADUCTION ` POURRIEZ-VOUS, S'IL VOUS PLAIT, DIRE EN ANGLAIS QUELS BENEFICES VOUS PENSIEZ POUVOIR ATTENDRE DE LA COOPERATION ETROITE QUE VOUS AVEZ ENCOURAGEE ENTRE NOS DEUX PAYS ? PENSEZ-VOUS POUVOIR NOUS REpondre EN

ANGLAIS ? LE PRESIDENT `TRADUCTION` JE NE VOIS PAS POURQUOI CELA SERAIT MIEUX EXPRIME... JE FERAI DE MON MIEUX, SANS ETRE SUR DU RESULTAT. J'AI ETE INVITE POUR CETTE VISITE OFFICIELLE IL Y A PLUSIEURS MOIS ET AINSI NOUS AVONS PENSE A L'AVANCE AU RESULTAT POSSIBLE D'UNE TELLE VISITE, ET J'AI PENSE QU'ELLE CONSTITUAIT L'OCCASION DE TIRER LA CONCLUSION DE LA NOUVELLE COLLABORATION QUE NOUS AVONS ENGAGEE. BIEN SUR, IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE CES DERNIERS MOIS PUISQUE MAINTENANT VOUS ETES MEMBRES DEPUIS LONGTEMPS DE LA COMMUNAUTE, MAIS NOUS N'EN AVIONS PAS TIRE LES CONSEQUENCES ET NOUS AVIONS MAINTENU NOS RELATIONS TELLES QU'ELLES ETAIENT AVANT QUE NOUS NE DEVENIEZ MEMBRES, CE QUI, JE PENSE, N'ETAIT PLUS APPROPRIE DANS LES CIRCONSTANCES PRESENTES. NOUS DEVONS DONC AGIR A PLUSIEURS NIVEAUX. LE PLUS IMPORTANT EST CELUI DE LA COMPREHENSION ET LA COOPERATION ENTRE NOS DEUX GOUVERNEMENTS DONT LES RENCONTRES NE SONT PAS AUSSI FREQUENTES QUE CELLES QUE NOUS ENTRETENONS AVEC D'AUTRES GRANDS PAYS. NOUS AVONS DECIDE HIER AVEC M. CALLAGHAN QUE NOUS NOUS RENCONTRERIONS UNE FOIS PAR AN AVEC LES MINISTRES NORMALEMENT CONCERNES : AFFAIRES ETRANGERES, FINANCES ET TOUS LES MINISTRES TELS QUE CEUX DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE, DE LA DEFENSE, SELON LES SUJETS ABORDES. ET LE PROCHAIN RENDEZ-VOUS AURA _LIEU A PARIS A LA FIN DU MOIS D'OCTOBRE OU AU DEBUT DU MOIS DE NOVEMBRE. JE PENSE QUE L'ETABLISSEMENT DE CONSULTATIONS REGULIERES ENTRE NOS GOUVERNEMENTS CONSTITUE LE RESULTAT LE PLUS IMPORTANT. JE PENSE EGALEMENT QU'IL EST TRES IMPORTANT DE DONNER UN ELAN A NOS ECHANGES COMMERCIAUX. JE ME SOUVIENS QU'EN 1910, LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE ETAIENT LES PRINCIPAUX PARTENAIRES L'UN DE L'AUTRE £ NOUS ETIONS LE PREMIER CLIENT ET LE PREMIER VENDEUR SUR LE MARCHE BRITANNIQUE ALORS QUE, DANS LES ANNEES 70, NOS RELATIONS S'ETAIENT REDUITES A TRES PEU DE CHOSE. NOTRE COMMERCE REPRESENTAIT 3 % DE NOS EXPORTATIONS RESPECTIVES, CE QUI ETAIT SANS COMMUNE MESURE AVEC LES AUTRES REALITES ECONOMIQUES FONDAMENTALES. UN ACCROISSEMENT IMPORTANT S'EST PRODUIT AU-COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES, MAIS NOUS DEVONS POURSUIVRE DANS LE DOMAINE DU COMMERCE ET AUSSI DANS CELUI DE LA COOPERATION EN-MATIERE DE RECHERCHE

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` J'AI ETE PARTICULIEREMENT SATISFAIT DE CONSTATER QUE CHAQUE FOIS QUE LE MOT "CONCORDE" `AVION` ETAIT PRONONCE, IL DECLENCHAIT LES APPLAUDISSEMENTS DE L'AUDITOIRE BRITANNIQUE. CELA NE PEUT RESTER LE SEUL RESULTAT DE LA RECHERCHE FRANCO - ANGLAISE ET NOUS DEVONS CERTAINEMENT INITIER UNE NOUVELLE COOPERATION DANS LES MOIS A VENIR. JOURNALISTE.- SERIEZ-VOUS EN_FAVEUR D'UNE REVISION DU TEXTE DU TRAITE_DE_ROME POUR LA GRANDE-BRETAGNE, DONT L'ARRIVEE AU-SEIN D'UN TRAITE INEGAL N'EN A BIEN ENTENDU PAS CHANGE UNE VIRGULE, ALORS QUE BIEN DES DIFFICULTES QUE VOUS RENCONTREZ SONT LIEES A LA REDACTION MEME DU TEXTE DE 1958 ? LE PRESIDENT.- S'IL S'AGISSAIT DE CHANGER UNE VIRGULE J'ACCEPTERAI. MAIS CE QUE NOUS AVONS A FAIRE A L'HEURE ACTUELLE EST DE FAIRE ENTRER LE TRAITE_DE_ROME EN VIGUEUR. IL S'EN FAUT QUE CELA SOIT REALISE ET, PAR EXEMPLE, AUCUNE DECISION N'A ETE PRISE SUR LA QUESTION DES ELECTIONS DIRECTES QUI ETAIT PREVUE PAR LE TRAITE ET N'A BIEN ENTENDU, PAS ETE RESOLUE. JE PENSE DONC QUE TANT QUE TOUT CE QUE NOUS AVONS DECIDE N'EST PAS REELLEMENT ACCOMPLI, NOUS DEVONS CONSERVER LE TRAITE TEL QU'IL EST. LORSQUE CETTE TACHE SERA ACCOMPLIE, NOUS POURRONS, BIEN ENTENDU, ETUDIER CERTAINES AMELIORATIONS OU ADDITIONS AU TRAITE_DE_ROME, MAIS CE N'EST PAS UN PROBLEME D'ACTUALITE

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` JOURNALISTE.-

`QUESTION` M. LE PRESIDENT, LA DERNIERE OCCASION QUE J'AI EUE DE VOUS POSER

UNE QUESTION S'ETAIT PRESENTEE A HELSINKI ET VOUS ETIEZ ALORS TRES OPTIMISTE, VOUS EXPRIMIEZ BEAUCOUP D'ESPOIR. CES ESPOIRS QUE VOUS FORMULIEZ A HELSINKI ONT-ILS ETE SATISFAITS OU DECUS ? LE PRESIDENT.- JE CROIS D'ABORD QUE NOUS AVONS TOUS EXPRIME DE L'ESPOIR A HELSINKI. C'ETAIT LE LIEU ET C'ETAIT L'OCCASION. MAIS JE DIRAI QUE LA FRANCE Y METTAIT UNE CONVICTION PEUT-ETRE UN PEU PLUS GRANDE PARCE QUE NOUS SOMMES TRES ATTACHES A LA POLITIQUE DE DETENTE ET NOUS CONTINUONS A CROIRE QUE C'EST UNE DIMENSION IMPORTANTE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE ACTUELLE. NOUS N'IGNORONS NI LES DIFFICULTES NI LES AMBIGUITES DE LA DETENTE. MAIS IL EST TRES IMPORTANT DE CONSERVER UNE DIRECTION DANS SA POLITIQUE ET LA DIRECTION DE LA DETENTE CONTINUE DE NOUS APPARAÎTRE COMME ETANT UNE DIRECTION TRES SIGNIFICATIVE. ET J'AI D'AILLEURS OBSERVE QU'UN CERTAIN NOMBRE DE DECISIONS QUI AVAIENT ETE PRISES A HELSINKI AVAIENT ETE EFFECTIVEMENT SUIVIES D'EFFET. IL Y A UNE SORTE DE PESSIMISME, JE DIRAI UN PEU ENTRETENU, SUR LES SUITES D'HELSINKI, ET, PAR EXEMPLE, DANS LE DOMAINE MILITAIRE, UN CERTAIN NOMBRE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES MANOEUVRES, LES INVITATIONS D'OBSERVATEURS A CES MANOEUVRES ONT ETE EFFECTIVEMENT REALISEES DE PART ET D'AUTRE DES DEUX COTES DE L'EUROPE. DE MEME, NOUS AVONS EU DES PROBLEMES CONCERNANT DES PERSONNES A TRAITER AVEC CERTAINS DES SIGNATAIRES DE L'ACCORD D'HELSINKI ET IL N'EST PAS DOUTEUX QUE L'EXISTENCE DE L'ACCORD A CONDUIT A UNE ATTITUDE PLUS POSITIVE CONCERNANT LA SOLUTION DE CERTAINS DE CES PROBLEMES. DONC JE CONSIDERE QU'IL Y A EU EFFECTIVEMENT UN CERTAIN NOMBRE DE SUITES A L'ACCORD D'HELSINKI. IL VA DE SOI QUE LE PROBLEME ESSENTIEL, QUI EST CELUI DU NIVEAU DES ARMEMENTS ET DE L'EQUILIBRE MILITAIRE EN EUROPE N'A PAS ETE MODIFIE PAR LES ACCORDS D'HELSINKI\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` JOURNALISTE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AVEZ-VOUS PARLE AVEC M. CALLAGHAN DE LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE A LA CONFERENCE DE PORTO-RICO ET, EN-GENERAL, DANS LES CONFERENCES INTERNATIONALES ET DU LITIGE QUI SEMBLE S'ETRE ELEVE A CE SUJET ENTRE LES PAYS INVITES A PORTO-RICO ET CEUX QUI NE LE SONT PAS ? LE PRESIDENT.- NON, NOUS N'EN AVONS PAS PARLE. C'EST UNE QUESTION QUI A ETE SUIVIE PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES QUI ONT EU L'OCCASION D'EN DEBATTRE RECEMMENT IL N'Y AVAIT PAS DE DIFFERENCE DANS L'APPROCHE BRITANNIQUE ET FRANCAISE SUR CE SUJET. VOUS SAVEZ QU'EN CE QUI NOUS CONCERNE NOUS NE FAISONS AUCUNE OBJECTION A CE QUE LA COMMUNAUTE SOIT REPRESENTEE DANS LA MESURE OU DES QUESTIONS DE CARACTERE ECONOMIQUE OU COMMERCIAL SERAIENT TRAITEES A L'OCCASION DE CETTE CONFERENCE. PAR CONTRE, IL Y AVAIT UN PROBLEME PLUS COMPLIQUE QUI ETAIT LA DEFINITION D'UN MANDAT COMMUNAUTAIRE ET SUR CE PROBLEME UN ACCORD N'A PAS PU SE FAIRE, MAIS IL N'Y AVAIT PAS DE DIVERGENCES FRANCO - BRITANNIQUES ET IL N'Y AVAIT DONC PAS _LIEU POUR NOUS D'EN PARLER. JOURNALISTE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AVEZ-VOUS REDEFINI LES QUESTIONS DE DEFENSE... LE PRESIDENT.- MA REPONSE SERA BREVE, MADAME, ET CE N'EST PAS PAR MANQUE DE COURTOISIE : NON\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` JOURNALISTE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, HIER A WESTMINSTER, LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE _DES_ COMMUNES A EVOQUE LES BRUMES MARINES QUI S'ELEVENT PARFOIS SUR LA MANCHE QUI NOUS OBSCURCISSENT LA VUE ET IL A DIT QUE VOTRE PRESENCE, VOS PAROLES ETAIENT COMME LE SOLEIL QUI LES DISSIPE, EST-CE QUE CETTE IMAGE CORRESPONDAIT EFFECTIVEMENT AUX OBJECTIFS QUE VOUS VOUS ETIEZ FIXES ET DANS QUELLE MESURE ESTIMEZ-VOUS QUE VOUS LES AVEZ REALISES ? LE PRESIDENT.- IL NE FAUT PAS ETRE MODESTE MAIS REALISTE : JE DOIS DIRE QUE L'ACCUEIL ET NATURELLEMENT C'EST UN ACCUEIL QUI S'ADRESSAIT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE QUE J'AI RECU A LONDRES EST ALLE AU DELA DE CE QUE J'EN

REPUBLIQUE FRANCAISE QUE J'AI RECU A LONDRES EST ALLE AU-DELA DE CE QUE J'EN ATTENDAIS. JE NE PARLE PAS SEULEMENT DE L'ACCUEIL FORMEL, CET ACCUEIL FORMEL AVAIT TOUT L'ECLAT QUE LES BRITANNIQUES SAVENT LUI DONNER MAIS IL S'Y AJOUTAIT, DE LA PART DE LA POPULATION ET DE LA PART DE TOUS CEUX QUE NOUS AVONS RENCONTRES, DES SENTIMENTS DONT L'EXPRESSION ETAIT TRES VISIBLE. IL NE S'AGISSAIT PAS DE LA SIMPLE COURTOISIE CONVENTIONNELLE DES VOYAGES D'ETAT. IL ETAIT TOUT A FAIT CLAIR QUE CECI CORRESPONDAIT A UN MOUVEMENT D'INTERET ET UN MOUVEMENT AFFECTIF DE LA PART DE NOS INTERLOCUTEURS BRITANNIQUES. LA SECONDE CHOSE QUI M'A FRAPPE, C'EST LE FAIT QUE L'APPARTENANCE A LA COMMUNAUTE EUROPEENNE `CEE` NE PARAIT PLUS ETRE MISE EN DOUTE PAR PERSONNE. OR, J'AI PARTICIPE IL Y A ENCORE PEU DE TEMPS AU PROBLEME DE LA RENEGOCIATION. A CETTE EPOQUE, LA QUESTION DE LA PARTICIPATION BRITANNIQUE FAISAIT L'OBJET DE DISCUSSIONS VIVES AU-SEIN DE L'OPINION PUBLIQUE ET DES MILIEUX POLITIQUES. AUJOURD'HUI, J'AI RESSENTI LE FAIT QUE LA GRANDE-BRETAGNE ETAIT DEVENUE COMPLETEMENT UN DE NOS PARTENAIRES ET QU'IL Y AVAIT MEME SANS DOUTE, DE SA PART, UNE CERTAINE ARDEUR A PARTICIPER A LA VIE FUTURE DE L'EUROPE. ENFIN, J'AVAIS RESSENTI DEJA EN RECEVANT LES JOURNALISTES BRITANNIQUES QUI ETAIENT VENUS M'INTERROGER AVANT MON VOYAGE, QUE L'_ETAT DE FAIBLE INTENSITE DES RELATIONS ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE ETAIT PERCU DE LA PART DE LA GRANDE-BRETAGNE COMME UNE SITUATION ANORMALE ET DONT IL SERAIT SOUHAITABLE QU'ON LA REDRESSE. ET, A CET EGARD, JE CROIS QUE CE QUI A ETE ACCOMPLI VA EXACTEMENT DANS LA DIRECTION DE CE QUE NOUS POUVIONS ATTENDRE ET DONC, JE PENSE SANS FORCER LES MOTS QUE CE VOYAGE A REPONDU, ET PLUTOT AU-DELA, A CE QUE NOUS EN ATTENDIONS DU COTE FRANCAIS. JOURNALISTE.- `TRADUCTION` AVEZ-VOUS DISCUTE DE LA SITUATION EN MEDITERRANEE ET PLUS PRECISEMENT DES QUESTIONS ET PROBLEMES GRECO - TURCS ? LE PRESIDENT.- NON

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` JOURNALISTE.- `TRADUCTION` M. LE PRESIDENT, ETES-VOUS PERSUADE QUE LES REACTEURS NUCLEAIRES QUE LA FRANCE A VENDUS A L'AFRIQUE_DU_SUD NE SERONT UTILISES QU'A DES FINS PACIFIQUES, ETANT ENTENDU QUE L'AFRIQUE_DU_SUD N'EST PAS MEMBRE DU TRAITE DE NON_PROLIFERATION ? LE PRESIDENT.- IL Y A DEUX QUESTIONS DANS LA VOTRE. LA PREMIERE, C'EST CELLE DE LA VENTE DE CES REACTEURS, LA SECONDE, C'EST CELLE DES PRECAUTIONS PRISES POUR EVITER UN RISQUE MILITAIRE. POUR CE QUI EST DE LA VENTE, VOUS LE SAVEZ TRES BIEN, C'ETAIT UNE OPERATION DE CARACTERE COMMERCIAL QUI A DONNE _LIEU A UNE COMPETITION PUISQU'IL Y AVAIT PLUSIEURS OFFRES. IL Y AVAIT UNE OFFRE CONDUITE PAR UNE CONSORTIUM AMERICAIN, IL Y AVAIT EGALEMENT UNE OFFRE DE L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA` ET AVEC, DANS UN DES CAS, UNE PARTICIPATION NEERLANDAISE. ET C'ETAIT DONC UN TRES GRAND NOMBRE DE PAYS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE QUI SE PROPOSAIT DE VENDRE CES REACTEURS NUCLEAIRES A L'AFRIQUE_DU_SUD. CELLE-CI A CHOISI ET IL SE TROUVE QUE, PARMI LES TROIS DERNIERES PROPOSITIONS, ET APRES AVOIR BEAUCOUP HESITE, ELLE A FINALEMENT CHOISI LA PROPOSITION FRANCAISE. C'EST UNE DECISION QUI N'A ETE PRISE, A MA CONNAISSANCE, AU NIVEAU POLITIQUE. IL Y A UNE AUTORITE DE L'ENERGIE EN AFRIQUE_DU_SUD QUI, APRES AVOIR CONSIDERE LES OFFRES, A PREFERE L'OFFRE FRANCAISE. ALORS, D'UNE_PART, IL Y A UN ASPECT PSYCHOLOGIQUE, CERTAINS ESPRITS SE SONT INQUIETES DU FAIT QUE CES MATERIELS POURRAIENT AVOIR UN USAGE MILITAIRE. MAIS TOUS CEUX QUI ETUDIENT CES QUESTIONS SAVENT PARFAITEMENT QUE CE N'EST NULLEMENT LE CAS. IL S'AGIT D'UNE TECHNIQUE DE PRODUCTION D'ELECTRICITE QUI EST TOUT A FAIT ELOIGNEE DE TOUS LES USAGES MILITAIRES ET QUI FOURNIT TRES PEU DE SOUS-PRODUITS. CETTE TECHNIQUE EN FOURNIT TRES PEU. DE PLUS L'AFRIQUE_DU_SUD DISPOSE, SUR-LE-PLAN NATIONAL. DE TECHNIQUES QUI SONT PLUS PROCHES DES USAGES MILITAIRES

QUE CELLES QUI SONT UTILISEES DANS CETTE USINE DE PRODUCTION ELECTRIQUE. DONC, UNE TELLE LIVRAISON, ET C'EST D'AILLEURS POURQUOI D'AUTRES PAYS TRES ATTENTIFS A CES PROBLEMES, COMME PAR EXEMPLE LES PAYS-BAS, ETAIENT CANDIDATS A LA VENTE DE CE MATERIEL. LE SECOND PROBLEME QUE VOUS SOULEVEZ, C'EST LE FAIT QUE L'AFRIQUE_DU_SUD N'EST PAS MEMBRE DU TRAITE DE NON_PROLIFERATION, ET QU'IL FAUT DONC OBTENIR DES GARANTIES EQUIVALENTES A CELLES QUI RESULTENT DE L'APPLICATION DE CE TRAITE\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` REPONSE ` VOUS SAVEZ D'AUTRE_PART QUE NOUS AVONS ACCEPTE UN CERTAIN NOMBRE DE CONCLUSIONS QUI ONT ETE ELABOREES EN_COMMUN A LONDRES PAR LES DIFFERENTES PUISSANCES QUI PRODUISENT DU MATERIEL NUCLEAIRE. JE VOUS INDIQUE QUE CES NEGOCIATIONS SERONT CONDUITES, DU COTE FRANCAIS, AVEC LA PLUS GRANDE MINUTIE ET QU'EN-PARTICULIER IL EST ESSENTIEL QUE TOUTES LES DISPOSITIONS INTERNATIONALES ACTUELLEMENT EN_VIGUEUR OU QUE NOUS AVONS ACCEPTEES SOIENT EFFECTIVEMENT APPLICABLES A UN TEL CONTRAT. NOUS Y VEILLERONS ET J'AI DEMANDE AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE PORTER UNE ATTENTION PARTICULIERE A CE QUE CES NEGOCIATIONS SOIENT CONDUITES DANS CET ESPRIT. JOURNALISTE.- VOUS AVEZ PLUSIEURS FOIS, AVANT VOTRE VOYAGE EN ANGLETERRE, EXPRIME LE DESIR QUE LES RAPPORTS ENTRE NOS DEUX PAYS SOIENT AUSSI ETROITS QUE LES RAPPORTS ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE. EST-CE QUE VOUS CONSIDEREZ QUE LES RESULTATS DE VOTRE VISITE ET LES MECANISMES QUE VOUS AVEZ INSTITUES PERMETTENT D'ETABLIR CE TYPE DE RAPPORTS, ET JE VOUDRAIS VOUS DEMANDER ACCESSOIREMENT POURQUOI VOUS AVEZ JUGE BON DE N'ETABLIR DES RENCONTRES ENTRE CHEFS DE GOUVERNEMENT QU'UNE FOIS PAR AN ALORS QU'ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE ELLES SONT PLUS FREQUENTES ? LE PRESIDENT.- JE DIRAI QUE NOUS NE DEVONS PAS CHERCHER A RECOPIER NOS RELATIONS AVEC LA GRANDE-BRETAGNE SUR CELLES QUE NOUS AVONS AVEC L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA`. LE PROBLEME AVEC L'ALLEMAGNE FEDERALE ETAIT CELUI DE DEUX ANCIENS PAYS ENNEMIS, ALORS QUE NOUS AVONS UNE SITUATION TOUT-A-FAIT DIFFERENTE AVEC LA GRANDE-BRETAGNE AVEC QUI NOUS AVONS ETE ALLIES AU-COURS DES DEUX DERNIERS CONFLITS. LORSQUE LE GENERAL DE GAULLE A SIGNE AVEC LE CHANCELIER ADENAUER (EN 1963) LE TRAITE FRANCO - ALLEMAND, C'ETAIT UN TRAITE DE RECONCILIATION FRANCO - ALLEMAND. ET C'EST POURQUOI D'AILLEURS, IL A ETE CONCU AVEC UNE CERTAINE MINUTIE, UNE CERTAINE SOLENNITE ET QUE L'ON A PREVU CES DEUX RENCONTRES ANNUELLES. VOUS SAVEZ QU'EN REALITE, NOUS NOUS RENCONTRONS TRES SOUVENT. PAR EXEMPLE, JE VAIS RENCONTRER M. CALLAGHAN DEUX FOIS PENDANT LES SEMAINES QUI VIENNENT : A PORTO-RICO D'ABORD ET ENSUITE A BRUXELLES, POUR LE SOMMET EUROPEEN. LA QUESTION DE LA FREQUENCE DE NOS REUNIONS EST A MON AVIS UNE QUESTION RELATIVEMENT SECONDAIRE\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` REPONSE ` L'IMPORTANT, C'EST QUE LE GROUPE DES DIRIGEANTS BRITANNIQUES ET QUE LE GROUPE DES DIRIGEANTS FRANCAIS SE CONNAISSENT PERSONNELLEMENT ET AIENT L'OCCASION D'AVOIR UNE DISCUSSION DE SYNTHESE SUR LES PROBLEMES POLITIQUES ET ECONOMIQUES DU MOMENT. LE SEUL PAYS AVEC LEQUEL NOUS L'AVONS, C'EST L'ALLEMAGNE FEDERALE ET DESORMAIS, NOUS L'AURONS AVEC DEUX PAYS QUI SONT DONC LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ALLEMAGNE FEDERALE, C'EST CE QUI EST IMPORTANT. JE CROIS QUE LA FREQUENCE N'A PAS DE RAISON D'ETRE EXCESSIVE A PARTIR DU MOMENT OU, JE LE REPETE, NOUS AVONS BEAUCOUP D'OCCASIONS DE NOUS RENCONTRER. NOUS SOMMES CONVENUS EGALEMENT D'EVITER DE DONNER A CES REUNIONS UN CARACTERE TROP FORMEL. JE CROIS QUE NOUS DEVONS HESITER A PERDRE UNE PARTIE DE NOTRE TEMPS A UN ACCOMPAGNEMENT FORMEL DE NOS

RENCONTRES. L'ESSENTIEL, C'EST LA RENCONTRE DES PERSONNES POUR DES SEANCES DE TRAVAIL, ET CE SERA DONC UNE JOURNEE COMPLETE DE TRAVAIL FRANCO - BRITANNIQUE QUI AURA _LIEU EN OCTOBRE OU NOVEMBRE PROCHAIN. JOURNALISTE.- (INAUDIBLE) LE PRESIDENT.- OUI, C'EST DIFFERENT. AVEC M. BREJNEV, NOUS N'AVONS PAS LE MEME TYPE DE RELATIONS. NOUS AVONS DES CONSULTATIONS AVEC L'UNION SOVIETIQUE QUI PRENNENT LA FORME DE RENCONTRE AU SOMMET DES DIRIGEANTS, C'EST-A-DIRE QUE C'EST TANTOT LE SECRETAIRE GENERAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE QUI NOUS REND VISITE ET TANTOT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE QUI SE REND EN U.R.S.S., MAIS C'EST UNE CONSULTATION POLITIQUE, CE N'EST PAS UNE SEANCE DE TRAVAIL ENTRE LES DEUX GOUVERNEMENTS. JE VOUS INDIQUE QUE, BIEN ENTENDU, NOUS CONTINUERONS CES CONSULTATIONS POLITIQUES AVEC L'UNION SOVIETIQUE

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` JOURNALISTE.- M. LE PRESIDENT, ON VOUS A QUALIFIE DE VISIONNAIRE ET EN MEME TEMPS VOUS VOUS PRESENTEZ COMME REALISTE. POUVEZ-VOUS NOUS DONNER VOTRE POINT_DE_VUE SUR NOTRE EUROPE DANS L'UNE ET L'AUTRE DE CES DEUX PERSPECTIVES, CAR JE PENSE QU'ELLES INTERVIENNENT TOUTES DEUX DANS CE QUE VOUS EXPRIMEZ ICI A LONDRES A PROPOS DE L'AVENIR DE L'EUROPE ? LE PRESIDENT.- JE N'ARRIVE PAS A CROIRE QU'IL PUISSE EXISTER DES HOMMES_D_ETAT OU DES HOMMES POLITIQUES QUI NE SOIENT PAS QUELQUE PEU VISIONNAIRES. JE N'ARRIVE PAS A L'IMAGINER, ET JE NE VOIS PAS COMMENT ON PEUT PRETENDRE CONDUIRE DES NATIONS OU DES PEUPLES DANS UNE PERIODE DE GRANDS CHANGEMENTS SI L'ON N'A AUCUNE VISION. A CE MOMENT C'EST DE LA GESTION, ET LA PIRE FORME DE LA GESTION QUI EST L'IMMOBILISME. DONC, TOUT HOMME_D_ETAT DOIT ETRE VISIONNAIRE ET C'EST COMME CELA QUE JE PRENDS LE COMPLIMENT QUI M'EST PARFOIS ADRESSE A CET EGARD. ALORS, POUR L'EUROPE, IL NE FAUT PAS QU'IL Y AIT UNE EUROPE FRANCAISE, UNE EUROPE BRITANNIQUE, UNE EUROPE ALLEMANDE, UNE EUROPE DU BENELUX, ET C'EST POURQUOI NOUS NOUS SOMMES ABSTENUS RECEMMENT DE FORMULER, DE FACON ARTICULEE, LA CONCEPTION FRANCAISE QUE NOUS AVONS DE L'EUROPE. NOUS PENSONS QU'IL EST BEAUCOUP PLUS UTILE DE DEGAGER CETTE VISION EUROPEENNE PAR DES CONVERSATIONS ENTRE NOUS. NEANMOINS, NOUS AVONS CETTE VISION ET JE VOUS EN DONNERAI DEUX TRAITS ESSENTIELS. JE NE VOUS CACHE PAS QUE JE POURRAIS, SI CELA ETAIT NECESSAIRE, ALLER BEAUCOUP PLUS LOIN DANS LE DETAIL, MAIS JE NE PENSE PAS QU'IL SOIT BON DE LE FAIRE. LE PREMIER TRAIT, C'EST QUE NOUS DEVONS ALLER AUSSI LOIN QUE POSSIBLE DANS LE DOMAINE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE ET DE SES CONSEQUENCES. AUTREMENT DIT, EN-MATIERE ECONOMIQUE, IL N'Y A PAS DE TERRAIN RESERVE A PREVOIR, A IMAGINER, C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE J'AI REPONDU TOUT A L'HEURE A LA QUESTION DU PETROLE, MAIS CE SERA VRAI POUR D'AUTRES ACTIVITES. L'EUROPE DE L'AVENIR DOIT ETRE UNE EUROPE COMPLETEMENT INTEGREE DU POINT_DE_VUE ECONOMIQUE ET DE SES CONSEQUENCES, C'EST-A-DIRE EGALEMENT SOCIALES ET AVEC LE PROLONGEMENT MONETAIRE. NOTRE ORIENTATION, SUR-LE-PLAN POLITIQUE, C'EST L'APPARITION D'UNE EUROPE AYANT UNE PERSONNALITE POLITIQUE DANS LE MONDE. C'EST PRINCIPALEMENT EN INTENSIFIANT L'EFFORT EN-COURS QUI CONSISTE A RAPPROCHER L'ACTION DE NOS GOUVERNEMENTS ET NOTAMMENT DE LEURS DIRIGEANTS QUE S'ORGANISERA L'APPARITION DE L'EUROPE POLITIQUE DANS LE MONDE

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES ` REPONSE ` POUR CE QUI EST DES QUESTIONS ECONOMIQUES, ELLES SONT TRAITEES PAR UN MECANISME DECRIT PAR LE TRAITE_DE_ROME, MAIS POUR CE QUI EST DE L'APPARITION D'UNE EUROPE POLITIQUE, C'EST BIEN PLUS EN PRENANT L'HABITUDE DE REUNIR LES DIRIGEANTS EUROPEENS POUR QU'ILS ARRETENT UNE EXPRESSION POLITIQUE COMMUNE QUE NOUS FERONS APPARAÎTRE LA PERSONNALITE POLITIQUE DE L'EUROPE. ET JE CROIS QU'IL FAUT QUE CETTE CONCEPTION QUI EST CELLE QUE L'ALLEMAGNE

ET JE CROIS, D'AILLEURS, QUE CETTE CONCEPTION QUI EST CELLE QUE J'AI DECRIE
HIER DEVANT LA CHAMBRE DES COMMUNES ET DES LORDS, EST ASSEZ PROCHE DE
CELLE A LAQUELLE LA GRANDE-BRETAGNE PEUT SOUSCRIRE. JOURNALISTE.-

`TRADUCTION` M. LE PRESIDENT, VOUS AVEZ DIT, LORS DE VOTRE DISCOURS DEVANT
LES CHAMBRES REUNIES AU PALAIS DE WESTMINSTER, QUE L'EUROPE N'AVAIT PAS
ENCORE FAIT ENTENDRE SA VOIX DANS LE CONCERT DES NATIONS ET QU'ELLE
TROUVERAIT CETTE VOIX. PUIS-JE VOUS DEMANDER COMMENT, PRATIQUEMENT, VOUS
ENVISAGEZ QUE L'EUROPE PUISSE SE FAIRE ENTENDRE, DANS UNE EVENTUELLE CRISE
FUTURE, PEUT-ETRE COMME RECOURS ENTRE LES AUTRES GRANDES PUISSANCES ? LE
PRESIDENT.- L'EUROPE EST, EN EFFET, A L'HEURE ACTUELLE, UN CONTINENT
SILENCIEUX : DE TEMPS EN TEMPS, DANS CERTAINS PROBLEMES LIMITES, NOUS
INTERVENONS MAIS, DES QU'IL Y A UNE CRISE QUI AFFECTE L'ENSEMBLE DU MONDE, IL
EST TOUT A FAIT CLAIR QUE NOUS SOMMES SILENCIEUX ET POURTANT, QUELQUEFOIS,
NOUS POURRIONS AGIR OU INTERVENIR. ON CITAIT LE PROBLEME DE CHYPRE : IL EST
CERTAIN QUE, CONCERNANT LE PROBLEME DE CHYPRE, COMPTE-TENU A LA FOIS DES
RESPONSABILITES DE L'EXPERIENCE BRITANNIQUE, COMPTE-TENU DES LIENS QUI
EXISTENT ENTRE LA TURQUIE ET L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA`, COMPTE-TENU DES
RAPPORTS TRES ETROITS QUE NOUS ENTRETENONS DE NOTRE COTE DANS CETTE
REGION ET EN-PARTICULIER AVEC LE GOUVERNEMENT GREC, L'EUROPE AURAIT LES
MOYENS D'INTERVENIR OU D'AGIR. SI L'ON PREND LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT,
C'EST LA MEME CHOSE : LES RESPONSABILITES QUI ONT ETE EXERCEES DANS LE PASSE
PAR NOS PAYS PERMETTRAIENT QU'IL Y EUT UNE PRESENCE EUROPEENNE, ET C'EST
ENCORE PLUS VRAI NATURELLEMENT EN AFRIQUE. LA METHODE ACTUELLE
D'ELABORATION DES DECISIONS EUROPEENNES NE PERMET PAS, NE FACILITE PAS
L'EXPRESSION D'UNE VERITABLE ATTITUDE POLITIQUE DE L'EUROPE. MAIS JE NE CROIS
PAS QUE NOUS ARRIVERONS A CETTE EXPRESSION PAR UNE MACHINERIE. JE CROIS QUE
NOUS Y ARRIVERONS PAR LE RAPPROCHEMENT ET L'HABITUDE PRISE DE RAPPROCHER
NOS ACTIONS POLITIQUES ET C'EST POURQUOI C'EST AU-SEIN DE LA COORDINATION
POLITIQUE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET AU-SEIN DU
CONSEIL EUROPEEN, PEU A PEU APPARAÎTRA CETTE POSITION COMMUNE DE
L'EUROPE

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` MACHINERIE N'EST
PAS UN MOT PEJORATIF, N'EST-CE PAS, C'EST UNE TRADUCTION FRANCAISE D'UN MOT
ANGLAIS. JOURNALISTE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, PENSEZ-VOUS AVOIR TROUVE AVEC
M. CALLAGHAN LE MEME ESPRIT DE MUTUELLE COMPREHENSION QUE CELUI QUI
SEMBLE PREVALOIR DANS VOS RELATIONS AVEC LE CHANCELIER SCHMIDT ? LE
PRESIDENT.- J'AI TROUVE AUPRES DE M. CALLAGHAN UN EXCELLENT ESPRIT DE
COMPREHENSION ET JE CROIS QUE NOUS POURRONS AVOIR AVEC LUI ET AVEC SON
GOUVERNEMENT DES CONVERSATIONS AUSSI FRANCHES, ET JE LE SOUHAITE, AUSSI
CONSTRUCTIVES QUE CELLES QUE NOUS AVONS AVEC NOS PARTENAIRES ET DEJA
ANCIENS AMIS DE L'ALLEMAGNE FEDERALE. JOURNALISTE.- MONSIEUR LE PRESIDENT,
AVEC M. CALLAGHAN, EN TETE-A-TETE OU AVEC VOS MINISTRES, AVEZ-VOUS EVOQUE LE
PROBLEME DU LIBAN ? LE PRESIDENT.- NON. JOURNALISTE.- MONSIEUR LE PRESIDENT,
SI VOUS AVEZ PARLE DU MOYEN-ORIENT AVEC M. CALLAGHAN, VOS OPINIONS SONT-
ELLES VOISINES OU DIFFERENTES ET, DANS CE DERNIER CAS, POUVEZ-VOUS NOUS
PARLER DE CES DIFFERENCES ? LE PRESIDENT.- JE VIENS DE REPONDRE A VOTRE
QUESTION : NOUS N'AVONS PAS DISCUTE DU PROBLEME DU LIBAN AVEC M.

CALLAGHAN. DERNIERE OU DEUX DERNIERES QUESTIONS, SI VOUS LE VOULEZ BIEN

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` JOURNALISTE.-

`TRADUCTION` ENVISAGEZ-VOUS D'UNE MANIERE OU D'UNE AUTRE, A UN MOMENT OU
A UN AUTRE DANS L'AVENIR, UN SYSTEME COMMUN DE DEFENSE POUR L'EUROPE, UN
SYSTEME DE DEFENSE EUROPEEN ? LE PRESIDENT.- J'AI DEJA EU L'OCCASION DE
REPONDRE A PLUSIEURS REPRISES SUR CE SUJET IL N'EST PAS PLAUSIBLE D'IMAGINER

QU'UNE ACTION COMMUNE EN-MATIERE DE DEFENSE PUISSE PRECEDER UNE ACTION COMMUNE EN-MATIERE POLITIQUE. IL N'Y A AUCUN PRECEDENT EN REALITE DANS LE MONDE ET, A L'HEURE ACTUELLE, LE PROBLEME DE L'ACTION COMMUNE DE L'EUROPE EN-MATIERE POLITIQUE, NOUS LE DISONS, N'EST PAS REGLE. IL FAUT DONC PROCEDER DANS L'ORDRE ET, A L'HEURE ACTUELLE, LE PROBLEME QUE NOUS AVONS A TRAITER C'EST CELUI DE LA DEFINITION D'UNE POLITIQUE COMMUNE POUR L'EUROPE.

JOURNALISTE.- `TRADUCTION` A PROPOS DES VENTES D'INSTALLATIONS NUCLEAIRES PAR LA FRANCE, AVEZ-VOUS ETE APPROCHE PAR LA TURQUIE POUR LUI VENDRE DES CENTRALES NUCLEAIRES ET, SI OUI, COMMENT AVEZ-VOUS DECIDE DE TRAITER CETTE QUESTION ? LE PRESIDENT.- NOUS N'AVONS PAS ACTUELLEMENT DE DISCUSSIONS DE VENTE D'USINES NUCLEAIRES A LA TURQUIE

`POLITIQUE ETRANGERE` `RELATIONS FRANCO - BRITANNIQUES` JOURNALISTE.- VOUS AVEZ INDIQUE AUPARAVANT QUE VOUS ALLIEZ SOULEVER LA QUESTION DU FONDS DE SOLIDARITE DE L'AFRIQUE A LA CONFERENCE DE PORTO-RICO. JE ME DEMANDAIS SI VOUS AVIEZ DISCUTE AVEC M. CALLAGHAN D'AUTRES SUJETS QUE VOUS AVEZ L'INTENTION DE SOULEVER A CETTE CONFERENCE. PAR EXEMPLE, A L'HEURE ACTUELLE, LE YEN A CONNU UNE CERTAINE AGITATION SUR LE MARCHE DES CHANGES ET DANS L'HYPOTHESE OU UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS DEMANDERONT AU JAPON, AU-COURS DE CETTE CONFERENCE, DE LAISSER LEUR MONNAIE SE REEVALUER, QUELLE SERAIT LA POSITION DE LA FRANCE SUR CE SUJET ? LE PRESIDENT.- NON, NOUS NE SOULEVERONS AUCUNE QUESTION DE CETTE _NATURE. NOUS PARLERONS EN EFFET DE LA QUESTION DU FONDS DE PROMOTION DE L'AFRIQUE, NON PAS FORMELLEMENT DANS-LE-CADRE DE LA CONFERENCE DE PORTO-RICO, MAIS PARCE QUE NOUS AVONS L'OCCASION DE RENCONTRER LE PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE, LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS, LE CHANCELIER D'ALLEMAGNE FEDERALE QUI SONT DES PARTENAIRES IMPORTANTS SI L'ON VEUT LANCER UN TEL FONDS. CE SERA DONC UNE CONVERSATION QUI N'AURA PAS DE CARACTERE FORMEL MAIS QUI NOUS PERMETTRA DE PRECISER LA SUITE DE LA PROCEDURE. LA SEULE CHOSE QUI M'AIT ETE DITE PAR M. CALLAGHAN SUR CE SUJET, C'EST L'INTERET QUE LA GRANDE-BRETAGNE PORTE EGALEMENT A UN EFFORT CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE. ALORS, EN CE QUI CONCERNE LES AUTRES QUESTIONS, A L'HEURE ACTUELLE UN PROGRAMME DE TRAVAIL EST ELABORE POUR PORTO-RICO ET IL N'EST PAS QUESTION D'Y FAIRE FIGURER UN PROBLEME MONETAIRE DE LA _NATURE DE CELUI QUE VOUS ENVISAGEZ. VOILA, EST-CE QU'IL Y A UNE DERNIERE QUESTION ? JOURNALISTE.- `TRADUCTION` M. LE PRESIDENT VISITEREZ-VOUS DES VILLES TELLES QUE LIVERPOOL OU YORK LORS DE VOTRE PROCHAINE VISITE ? LE PRESIDENT.- LORSQUE JE VAIS QUELQUE PART, EN-GENERAL, JE REPONDS A DES INVITATIONS. ET LORS DE MA PROCHAINE VISITE DONT JE SOUHAITE PEUT-ETRE QU'ELLE SOIT UN PEU PLUS RAPPROCHEE QUE LE RYTHME ACTUEL DES VISITES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, A CETTE OCCASION, EN EFFET, JE SERAIS HEUREUX DE POUVOIR ME RENDRE DANS TELLE OU TELLE REGION BRITANNIQUE. DEMAIN MATIN, JE ME RENDS, EN COMPAGNIE DE LA REINE, EN ECOSSE, REGION AVEC LAQUELLE VOUS SAVEZ QUE LA FRANCE A TOUJOURS ENTRETENU HISTORIQUEMENT DES RELATIONS TRES CORDIALES ET TRES DURABLES. MAIS LA PROCHAINE VISITE DANS LE RYTHME DE NOS ECHANGES, CE N'EST PAS UNE VISITE FRANCAISE EN GRANDE-BRETAGNE, CE SERA, J'ESPERE, UNE VISITE BRITANNIQUE EN FRANCE